

Durant ce stage, ils participent aux contrôles en qualité d'assistant.

## D. 6361-4

Décret n°2010-530 du 20 mai 2010 - art. 8

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les inspecteurs et contrôleurs du travail mentionnés au premier alinéa de l'article **L. 6361-5** suivent la formation préalable à l'exercice des missions de contrôle prévue par les dispositions statutaires relatives aux formations et aux stages précédant leur titularisation.

## Chapitre II : Déroulement des opérations de contrôle

## R. 6362-1

Décret n°2018-1209 du 21 décembre 2018 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les personnes et organismes mentionnés aux articles **L. 6361-1** et **L. 6361-2**, qui ont fait l'objet d'un contrôle sur place, sont informés de la fin de la période d'instruction par lettre recommandée avec avis de réception. Des faits nouveaux constatés postérieurement à la réception de cette lettre peuvent justifier l'ouverture d'une nouvelle période d'instruction.

Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent pas lorsque la procédure d'évaluation d'office est mise en œuvre.

## R. 6362-1-1

Décret n°2010-530 du 20 mai 2010 - art. 9

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

En cas d'obstacle à l'accomplissement des contrôles réalisés par les agents mentionnés à l'article **L. 6361-5**, la procédure d'évaluation d'office est mise en œuvre au plus tôt trente jours après l'envoi d'une mise en demeure de lever tout obstacle à l'exercice par les agents de contrôle de leurs missions.

## R. 6362-1-2

Décret n°2018-1209 du 21 décembre 2018 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'évaluation d'office est établie à partir des déclarations souscrites en matière de formation professionnelle, des informations recueillies auprès des administrations et organismes visés à l'article **L. 6362-1** ou à l'occasion de contrôles par les agents mentionnés au premier alinéa de l'article **L. 6361-5** des organismes ou entreprises participant au financement des actions mentionnées à l'article **L. 6313-1**.

Les bases ou les éléments servant au calcul des remboursements ou des versements à opérer au bénéfice du Trésor public et leurs modalités de détermination sont notifiés à l'intéressé conformément à l'article **L. 6362-9** avec les garanties prévues aux articles **R. 6362-2** à **R. 6362-6**.

L'intéressé peut faire valoir ses observations sur la détermination des éléments chiffrés par l'administration.

## R. 6362-1-3

Décret n°2010-530 du 20 mai 2010 - art. 9

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La mise en demeure est motivée. Elle précise le délai dont dispose l'intéressé pour permettre aux agents de débiter ou de reprendre le contrôle sur place et rappelle les dispositions applicables dans le cas où la procédure d'évaluation d'office est mise en œuvre. Elle est visée par l'autorité qui a commissionné l'agent de contrôle en application de l'article **R. 6361-2**.

## R. 6362-2

Décret n°2010-530 du 20 mai 2010 - art. 9

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La notification des résultats du contrôle prévue à l'article **L. 6362-9** intervient dans un délai ne pouvant dépasser trois mois à compter de la fin de la période d'instruction avec l'indication des procédures dont l'organisme contrôlé dispose pour faire valoir ses observations.

Les résultats du contrôle peuvent comporter des observations adressées à l'organisme contrôlé.